

mer, ajoutant que la classe militaire, du fait que cette idée pouvait aller à l'encontre de ses propres intérêts, était la moins capable de la comprendre et d'en assimiler les conséquences au plan pratique.

Monsieur Frank Kennedy, Président de l'association "End the Arms Race", plaida pour un ajustement des politiques actuelles du Canada aux exigences d'une politique de paix mondiale centrée sur le désarmement. Le Canada, entre autres initiatives possibles, pourrait aider à stopper la course aux armements en s'abstenant de prêter le concours de son territoire aux essais du missile "Cruise". Le Canada pourrait également se déclarer zone dénucléarisée.

Madame Anne Adelson du "Toronto Disarmament Network" soulignait enfin qu'il était peu probable que le "désarmement devienne jamais réalité si l'on devait s'en remettre aux initiatives des gouvernements et de leurs experts . . . L'avènement du désarmement est fonction d'un jeu de forces constructif entre le peuple et ceux qui sont chargés de négocier en son nom et de prendre les grandes décisions." En conséquence, "l'Institut devrait s'appliquer avec le plus grand soin à ne pas s'isoler du grand public en général et, d'une façon toute spéciale, de son public particulier, c'est-à-dire des mouvements canadiens en faveur de la paix mondiale : d'où la nécessité d'obliger l'Institut à répondre de ses actions à d'autres instances qu'au seul Parlement du Canada, lequel pourrait être tenté de le mettre au service de ses propres thèses et politiques.

Enfin, d'autres personnes (par exemple, M. William Epstein, qui a appartenu au Secrétariat de l'ONU pendant de nombreuses années), tout en précisant bien qu'elles n'étaient pas en faveur d'un désarmement unilatéral, ont souligné qu'il fallait prendre des initiatives unilatérales pour promouvoir le désarmement.

c) *La sécurité par la solution des conflits*

Plus d'un "témoin" s'étonnèrent que l'avant-projet gouvernemental, en son article sur le rôle de l'Institut, n'eût rien à dire qui eût pu faire sentir que la paix se situait bien au-delà d'une recherche limitée aux seules questions de la réglementation des armements, du désarmement et de la défense. Il était urgent, selon eux, compte tenu de l'état d'inquiétude généralisée que connaît le monde à l'heure actuelle, de faire porter le dialogue entre les superpuissances ou entre les blocs sur autre chose que les simples symptômes de la crise internationale en cours que sont les armes, c'est-à-dire sur ce qui fait le fond même des problèmes Est-Ouest et ce qui divise les esprits et les cœurs de part et d'autre de la ligne

de partage des deux mondes : soit les "impérialismes" idéologiques, culturels ou économiques de tous bords ainsi que les ambitions stratégiques qui en découlent; les graves déséquilibres dans les rapports entre les hommes et les pouvoirs publics ou entre les diverses communautés politiques, etc., etc.

Monsieur Paul McRae, député de Thunder Bay-Atikokane, eut recours à la métaphore suivante pour illustrer sa pensée sur ce thème :

"Rappelons-nous le dessin humoristique dont j'ai parlé plutôt : on y voit deux hommes debout dans l'essence jusqu'aux genoux. L'un d'eux tient sept allumettes dans sa main et l'autre, neuf, et ils se disputent sur la question de savoir qui a les plus grosses allumettes. Certains commencent à penser que ce genre de débat n'aboutira jamais, c'est-à-dire celui qui porte sur la limitation des armements, et qu'il vaudrait peut-être mieux trouver le moyen de siphonner l'essence hors du réservoir. Plusieurs reconnaissent maintenant que le règlement des conflits constitue peut-être une voie plus prometteuse que des négociations sur la limitation des armements."

Madame Kay MacPherson de "La Voix des Femmes" fit également valoir que son organisme pourrait apporter son appui à l'Institut à condition que celui-ci s'emploie activement dans le domaine du règlement des conflits et travaille à l'établissement de la paix. "Nous avons besoin d'un Institut qui exerce son imagination sur la merveille que le monde pourrait devenir, et non pas sur ce qu'il est maintenant."

Monsieur Norman Alcock (Mouvement canadien pour une fédération mondiale) se fit l'écho de cette même idée d'un regard neuf sur le problème de la paix et d'une approche novatrice : le Canada devrait saisir cette "occasion en or" qu'il a de faire quelque chose d'innovateur : "Un institut de puissance moyenne ayant assez de liberté d'agir pour se permettre de proposer des idées inédites et créatrices, des programmations nouvelles dans le domaine du logiciel."

Une conclusion qu'on peut très nettement tirer des diverses interventions au cours du débat parlementaire est qu'il n'est guère possible de traiter des questions relatives au désarmement ou à la maîtrise des armements sans toucher aux problèmes de justice économique et sociale qui sous-tendent l'armement et l'expliquent.

Monsieur Murray Thompson du "Project Ploughshares" rappela à cet égard l'une des principales recommandations de la Commission Brandt à